



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Février 2022

Focus

Évolutions des prix et des salaires

Principaux résultats

Trésorerie

La trésorerie des PME / TPE s'est dégradée au cours des 3 derniers mois mais la situation de trésorerie demeure relativement confortable (76 % la jugent « normale » ou « aisée », une proportion en baisse de 4 pts sur le trimestre mais bien supérieure à la moyenne d'avant crise). Les dirigeants s'attendent à une poursuite de la correction ces 3 prochains mois à un rythme modéré, l'indicateur sur l'évolution future perdant 3 points à -10.

Investissement

L'investissement resterait dynamique en 2022. 59 % des dirigeants comptent investir cette année (55 % il y a un an pour l'année 2021). Les dépenses d'investissement restent dynamiques mais en léger ralentissement. Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent la principale destination de l'investissement. Viennent ensuite les motifs d'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production. **Le motif environnemental pour l'investissement continue de gagner en importance.** Il est cité par 34 % des dirigeants, une proportion en hausse de 11 points par rapport à la période pré-pandémie.

Accès au crédit

Les conditions d'accès au crédit restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante se maintient à bas niveau (14 %). La proportion des dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse à 15 % (-2 points sur le trimestre) et retrouve les niveaux observés avant crise.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation des dirigeants, citées par 57% d'entre eux, suivies par les coûts et les prix trop élevés qui continuent leur progression (cités par 32 % des dirigeants de PME / TPE, +4 points par rapport au trimestre précédent). Ces derniers semblent peser sur la trésorerie des entreprises. Cette progression intervient dans un contexte de **tensions accrues sur les approvisionnements, qui concernent 73 % des répondants.** 63 % déclarent que ces tensions limitent l'activité de leur entreprise, dont 18 % fortement, des proportions en hausse depuis octobre dernier (58 % dont 15 % fortement alors). 59 % des dirigeants qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement estiment qu'elles se sont intensifiées au cours des 3 derniers mois, une proportion toutefois en baisse (73 % au T4 2021).

Focus Prix / Salaires

La moitié des dirigeants anticipent d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022 et 63 % d'entre eux prévoient des augmentations salariales plus importantes que celles octroyées en moyenne avant la crise. La première motivation des dirigeants pour augmenter les salaires est de fidéliser leurs collaborateurs (citée par 75 % d'entre eux). Les dirigeants qui ne prévoient pas d'augmenter les salaires le justifient avant tout par les résultats insuffisants de leur entreprise (57 %). **58 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022.** La hausse serait plus importante qu'en moyenne avant crise pour 88 % d'entre eux, 38 % les laisseraient inchangés et 4 % prévoient de baisser leurs prix de vente. Les dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement sont plus nombreux à prévoir une hausse de leur prix de vente cette année (67 %). Les hausses de prix anticipées surcompensent les hausses de salaires prévues (+3,8 % en moyenne vs +2,2 %). 72 % des dirigeants prévoient une évolution de leurs prix de vente supérieure à celle des salaires de leurs collaborateurs en 2022. Néanmoins, **34 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur marge nette cette année** (27 % une légère baisse, 7 % une franche baisse), sous-entendant qu'ils font par ailleurs face à une hausse de leurs coûts hors salaires supérieure à la hausse anticipée des prix. 18 % anticipent à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2022 et 48 % une stabilisation de celle-ci.

Focus PGE

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, **plus de la moitié l'ont utilisé en grande partie voire en totalité (52 % contre 45 % en octobre dernier).** **10 % des dirigeants ont déjà remboursé leur prêt en intégralité** et 24 % l'ont déjà partiellement remboursé en 2021. En revanche, **9 % des entreprises craignent de ne pas être en mesure de le rembourser**, une proportion de nouveau en hausse (+1 point sur le trimestre).

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Évolutions des prix et des salaires

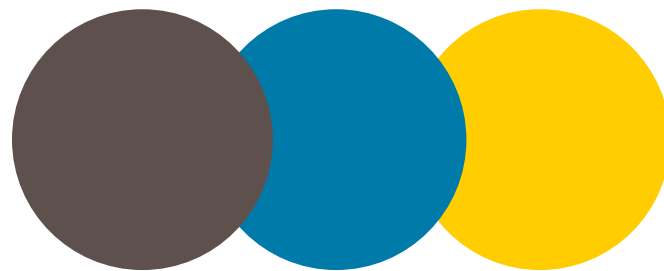
03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

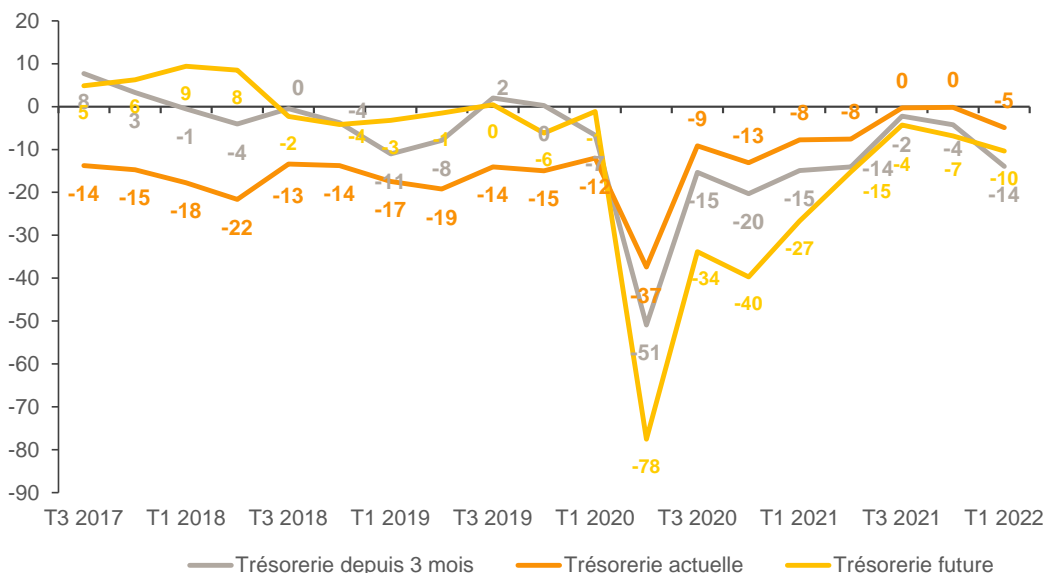


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les opinions sur la trésorerie se sont dégradées ces 3 derniers mois. Si 59 % des dirigeants estiment qu'elle est restée stable, ils sont désormais 27 % à rapporter une dégradation de leur trésorerie, une proportion en nette hausse sur le trimestre (21 % au T4 2021), tandis que seuls 14 % rapportent une amélioration de celle-ci (18 % au T4 2021). À -14, l'indicateur retrouve le niveau atteint au T2 2021.

En conséquence, l'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE par leurs dirigeants se détériore légèrement par rapport au second semestre 2021 mais reste, à -5, à un niveau parmi les plus élevés depuis la création de l'enquête début 2017.

L'indicateur relatif à la trésorerie des trois prochains mois se dégrade également (-10 après -7).

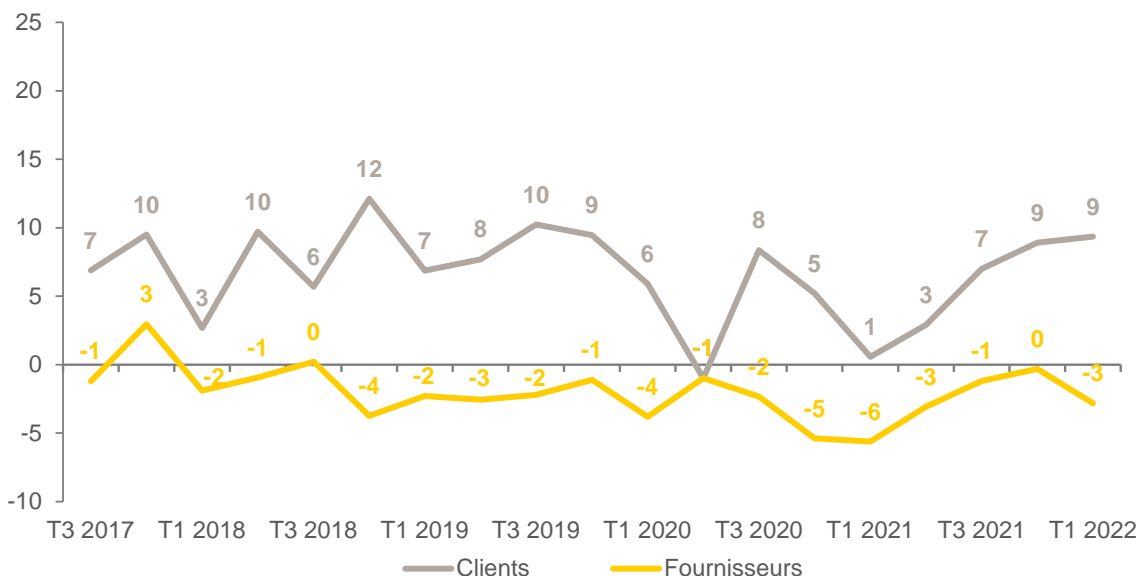
🔪 Les hausses de coûts (matières premières, énergie) subies par de nombreuses TPE / PME semblent affecter leur trésorerie. **Les dirigeants apparaissent de plus en plus préoccupés par l'évolution de la trésorerie de leur entreprise, même si celle-ci reste jugée à un niveau plutôt confortable en moyenne.**

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Les dirigeants sont un peu plus nombreux à rapporter un recul des délais de paiements à leurs fournisseurs. Le solde d'opinion perd 3 points sur le trimestre à -3.

Le solde d'opinion sur les délais de paiements des clients reste inchangé à +9.

👉 Cela se traduit par une dégradation de 3 points du « solde commercial »* subi par les PME / TPE.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

* Différence entre les délais de paiement des clients et les délais de paiement des fournisseurs

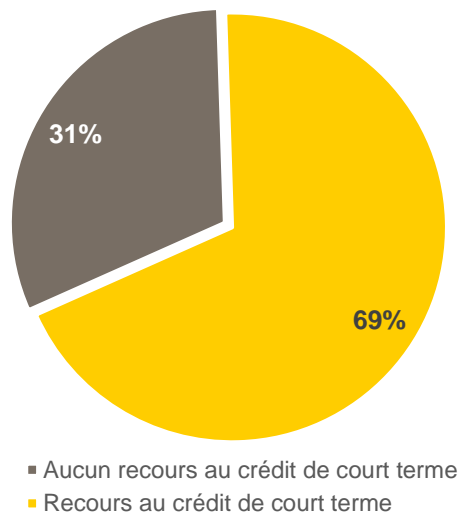
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante est quasi stable sur le trimestre (-1 point) : 69 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie. Pour rappel, cette part demeure inférieure à sa moyenne d'avant crise (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

% des répondants

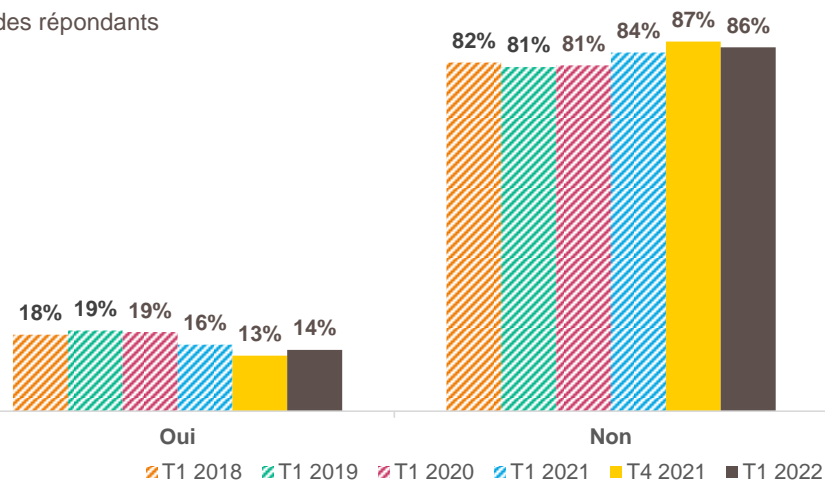


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, seules 14 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion en très légère hausse sur le trimestre (13 % au T4 2021) mais encore bien plus faible que la moyenne d'avant crise observée pour cet indicateur (20 %).

👉 Selon la Banque de France, les taux d'obtention de crédit de trésorerie ont progressé au T4 2021 pour toutes les tailles d'entreprise. Ils sont en particulier bien supérieurs à ceux observés avant crise pour les TPE (0 – 9 salariés)*.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Investissement (1/2)

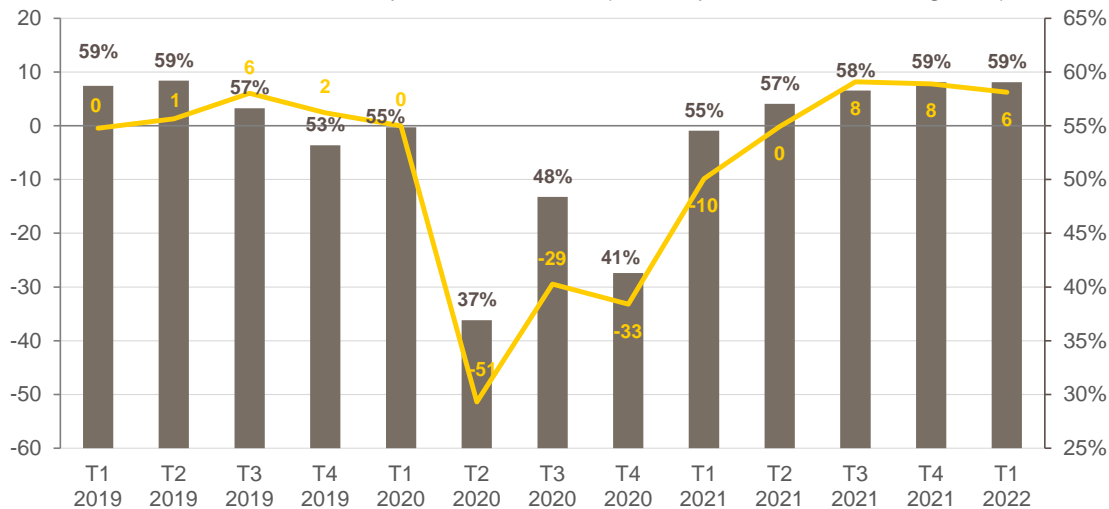


- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants

■ Part des PME déclarant souhaiter investir l'année en cours (% total répondants, échelle de droite)
 — Evolution de l'investissement pour l'année en cours (solde d'opinion en %, échelle de gauche)



Base : Ensemble des répondants
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 1^{er} trimestre 2022, **59 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2022, une proportion plus élevée qu'il y a un an pour l'année 2021 (55 % au T1 2021).**

Les dépenses d'investissements sont globalement attendues en hausse mais en légère décélération. Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis s'élève à +6 (en hausse de 16 points sur un an mais en légère baisse sur un trimestre). 29 % des dirigeants comptent augmenter leurs dépenses d'investissement. 23 % anticipent les réduire.

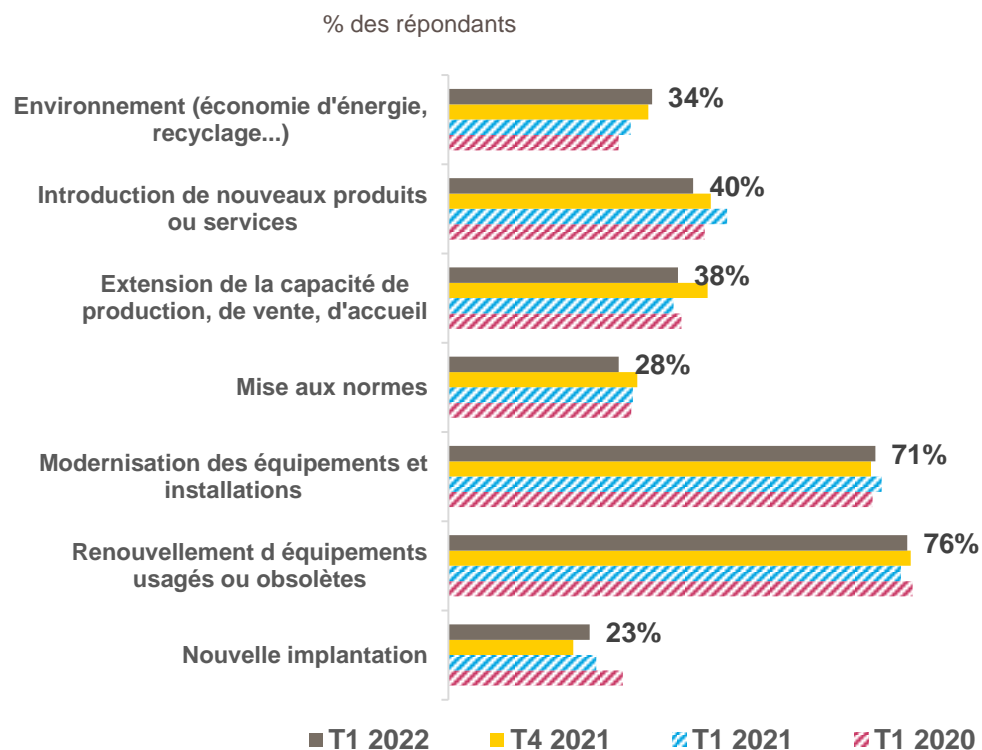
↳ L'investissement des entreprises resterait dynamique en 2022, porté par des conditions de financement toujours favorables, mais ralentirait très nettement après le fort rebond enregistré en 2021 : +2,4 % prévu en 2022 par la Banque de France*, après +11,7 % en 2021. Les difficultés d'approvisionnement peuvent notamment freiner la réalisation de l'investissement des entreprises.

*Voir « Projections macroéconomiques - décembre 2021 », Banque de France

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2022

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Comme habituellement, le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, et de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement (respectivement cités par 76 % et 71 % des PME / TPE comptant investir).

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production (cités par resp. 40 % et 38 % des dirigeants). Ces motifs sont un peu moins cités qu'au trimestre dernier (43 % chacun). En particulier, le motif d'introduction de nouveaux produits est en net recul par rapport à l'année dernière (46 % au T1 2021).

Le motif environnemental continue de gagner en importance. 34 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement, une proportion en hausse 4 points sur un an et nettement supérieure à sa moyenne d'avant crise (de +11 points).

L'objectif de mise aux normes est moins évoqué par les participants que ce n'était le cas l'année dernière (-2 points à 28 %).

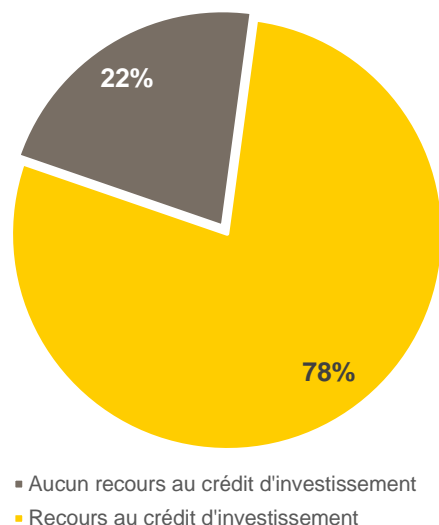
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

78 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2022 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion en hausse de 3 points sur le trimestre mais toujours inférieure à sa moyenne d'avant crise (82 %).

% des répondants

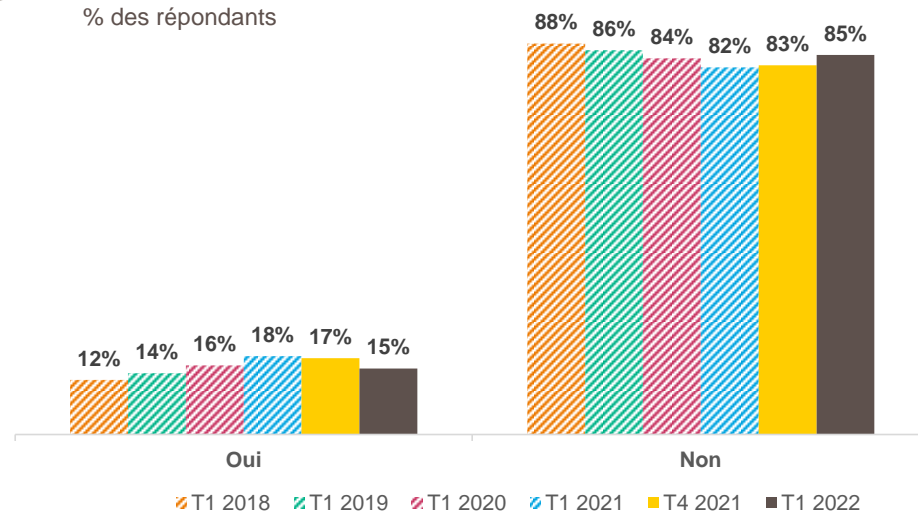


Base : Répondants comptant investir en 2022
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Cette proportion est en baisse par rapport au trimestre précédent (-2 points), et retrouve les niveaux observés avant crise.

↳ Les conditions d'accès au crédit d'investissement restent favorables pour les PME. La perspective de remontée des taux ne se traduit pas encore, à ce stade, par un resserrement des conditions de financement.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2022

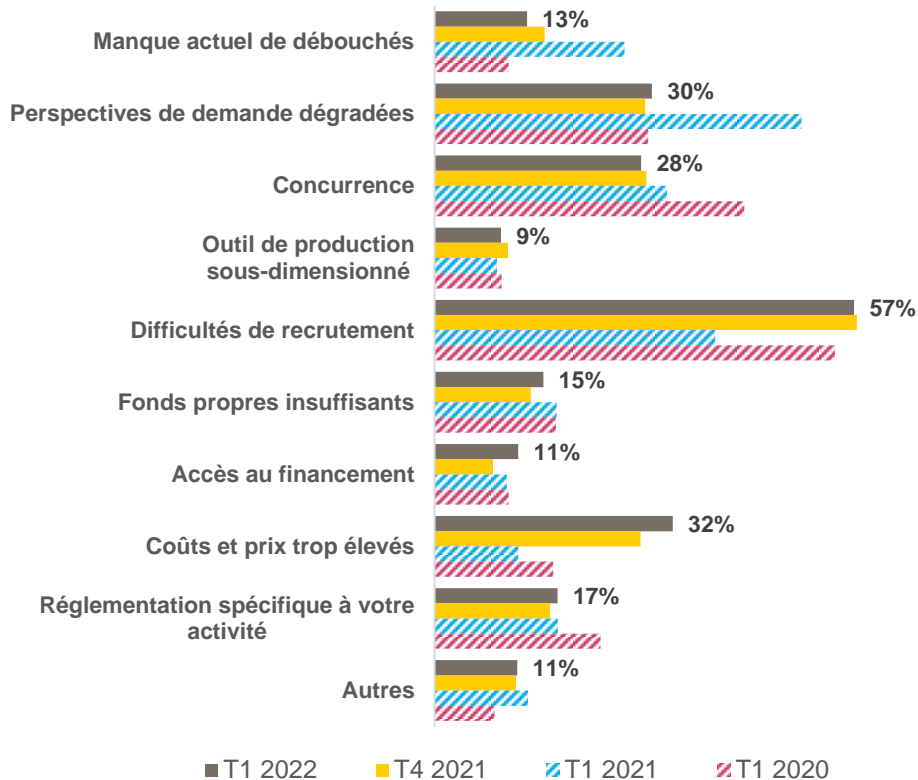
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Les difficultés de recrutement demeurent de loin la première préoccupation des dirigeants, citées comme un frein à l'activité par 57 % des dirigeants de PME / TPE, une proportion globalement stable depuis octobre dernier.

Les coûts et les prix trop élevés représentent un frein de plus en plus puissant à l'activité. Ils sont cités par 32 % des dirigeants de PME / TPE (+4 points depuis octobre dernier et +21 points en un an) et passent pour la première fois au 2^e rang des préoccupations des dirigeants. Afin d'éviter une forte dégradation de leur marge nette, les dirigeants vont être amenés en grande partie à répercuter ces hausses de coûts sur leurs prix de vente chaque fois que possible (cf. focus slide 13).

Les contraintes de demande sont à l'inverse de moins en moins perçues comme un frein. Le manque de débouchés est cité par 13 % des dirigeants, une proportion en baisse de 2 points sur le trimestre et de 13 points sur l'année. Les perspectives de demande dégradées contraignent l'activité de 30 % des dirigeants, comme en octobre dernier (+1 point), une proportion là aussi en net recul sur un an (50 % au T1 2021) et proche du niveau de fin 2019.

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

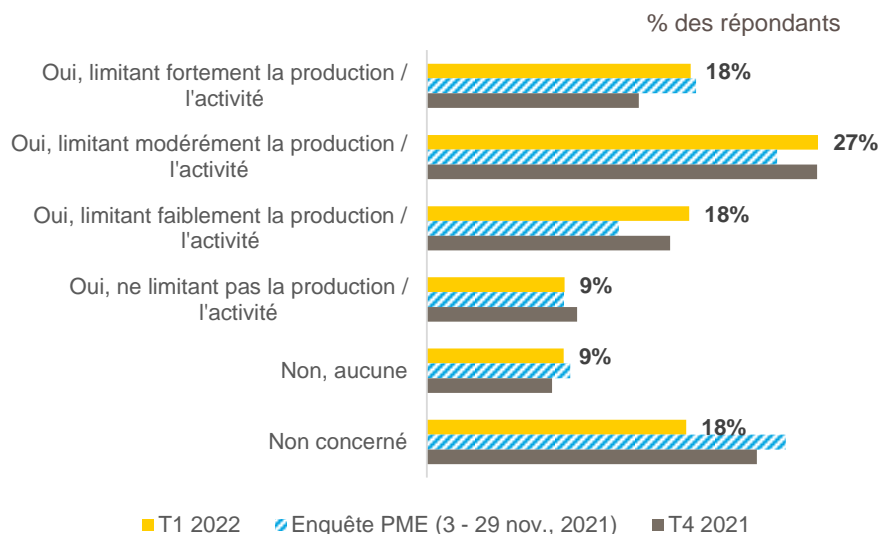
Freins à la croissance (2/2)



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?

73 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement, soit davantage qu'en fin d'année dernière (69 % en octobre selon le précédent baromètre, 65 % en novembre selon la dernière enquête semestrielle Bpifrance Le Lab*). 9 % n'y sont pas confrontés et 18 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

Ces difficultés affectent l'activité de 63 % des PME / TPE, de manière sévère pour 18 % des entreprises. Ces proportions sont en hausse sur le trimestre (58 % des entreprises dont 15 % de manière sévère en octobre dernier).

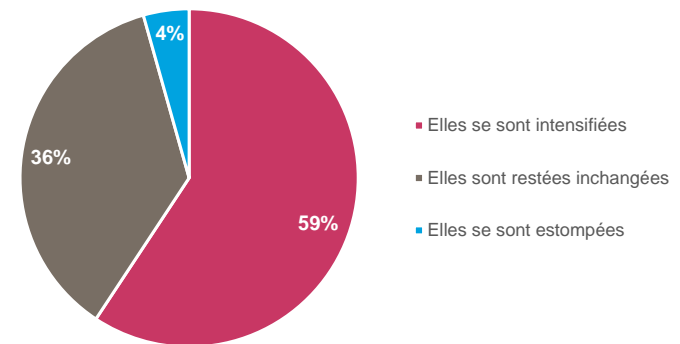


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **59 % jugent qu'elles se sont intensifiées au cours des 3 derniers mois, une proportion en nette baisse depuis octobre dernier (73 %)**. Ils sont plus nombreux à déclarer ces difficultés inchangées : 36 % d'entre eux contre 22 % en octobre dernier. Toutefois, seuls 4 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois. Ces proportions sont similaires à celles observées fin 2021 dans l'enquête semestrielle de conjoncture.

👉 D'après les enquêtes de la Banque de France**, les difficultés d'approvisionnement repartent à la hausse début 2022 après un tassement fin 2021.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**Voir « [Point de conjoncture du 2 février 2022](#) », Banque de France

*Voir « [74e enquête de conjoncture PME : des PME plus confiantes pour 2022](#) », Bpifrance Le Lab, janvier 2022

02.

Focus – Évolutions de prix et de salaires prévues pour 2022



Évolutions de prix et de salaires prévues pour 2022 (1/5)

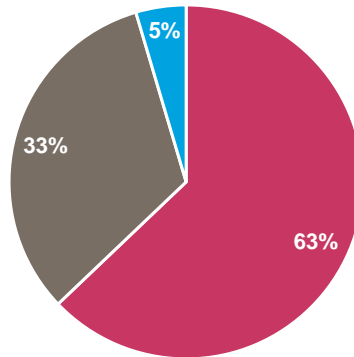


- Envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2022 ?
- Quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2022 ?
- L'augmentation que vous projetez sera-t-elle plus importante que celle réalisée en moyenne lors des trois années ayant précédé la crise sanitaire ?

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2022

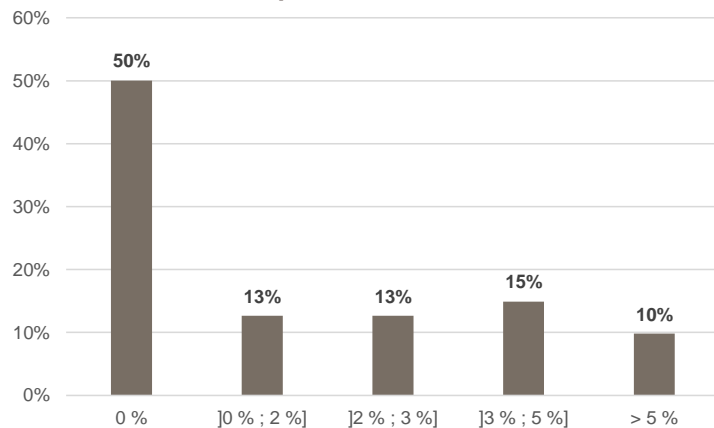


Ampleur de l'augmentation salariale par rapport à la moyenne annuelle des 3 dernières années avant crise



- Plus importante qu'avant crise
- De même ampleur
- Plus faible qu'avant crise

Augmentation des salaires prévue en 2022



La moitié des dirigeants (50 %) envisagent d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022 (46 % chez les TPE contre 68 % chez les PME d'au moins 10 salariés). Parmi eux, la moitié anticipent une augmentation supérieure à 3 %.

63 % d'entre eux prévoient des augmentations de salaire plus importantes que celles octroyées en moyenne avant crise et 33 % de même ampleur. Seuls 5 % pensent accorder en moyenne des évolutions de salaires inférieures à celles octroyées avant crise.

Au total, en prenant en compte les dirigeants ne prévoyant pas de hausse de salaires cette année, l'augmentation salariale moyenne au sein des PME / TPE serait de +2,2 % en 2022*.

Évolutions de prix et de salaires prévues pour 2022 (2/5)

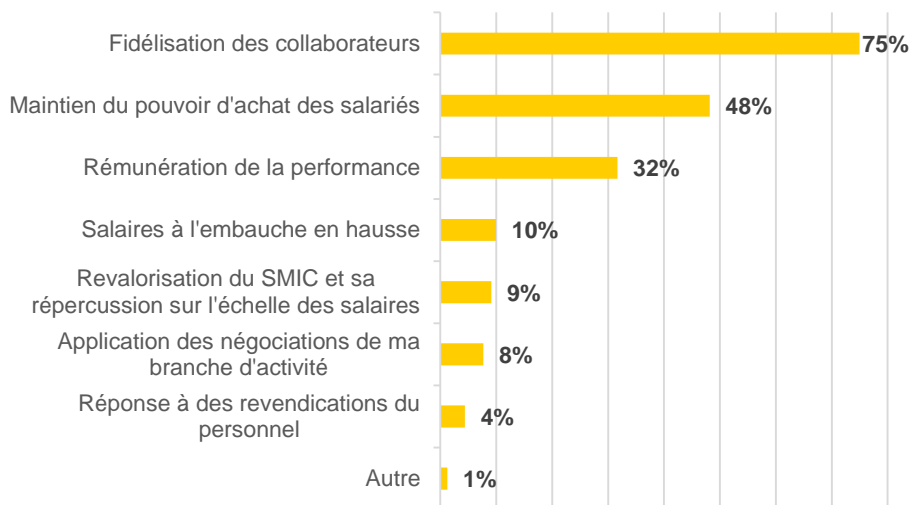


- A quelle(s) motivation(s) principale(s) répondent les évolutions de rémunérations que vous envisagez (pour les salariés en place ou à l'embauche) ?
- Pour quelle(s) raison(s) principale(s), n'envisagez-vous pas d'augmenter les salaires de vos collaborateurs en 2022 ?

Les dirigeants qui prévoient des augmentations salariales dans leur entreprise le font avant tout dans le but de fidéliser leurs collaborateurs (75 % d'entre eux). Près de la moitié le font dans un souci de maintenir le pouvoir d'achat de leurs salariés (48 %). La rémunération de la performance est la 3^e motivation principale, citée par 32 % des dirigeants.

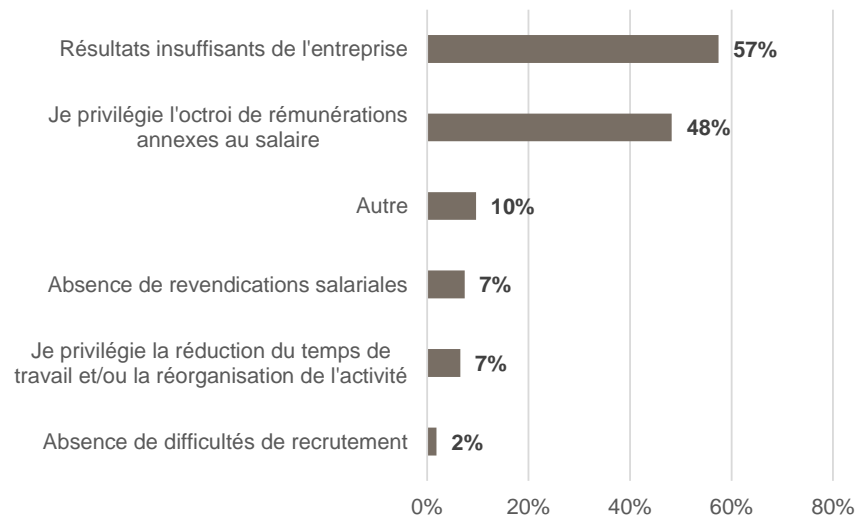
Les dirigeants qui ne comptent pas augmenter les salaires de leurs collaborateurs en 2022 l'expliquent majoritairement par les résultats insuffisants de leur entreprise (57 %). Près de la moitié (48 %) dit privilégier l'octroi de rémunérations annexes au salaire (primes, intéressement...).

Principales motivations d'augmentation des salaires



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME prévoyant d'augmenter les salaires en 2022

Principales raisons de non augmentation des salaires



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME ne prévoyant pas d'augmenter les salaires en 2022

Évolutions de prix et de salaires prévues pour 2022 (3/5)

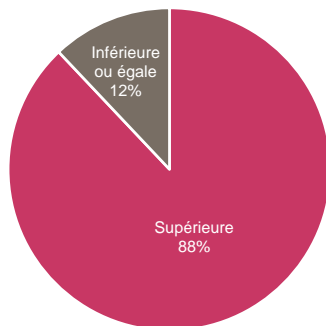


- En moyenne sur l'année 2022, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2021 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...
- L'augmentation de prix que vous projetez sera-t-elle plus importante que celle réalisée en moyenne lors des trois années ayant précédé la crise ? Oui/Non

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2022



Ampleur de l'augmentation des prix par rapport à la moyenne annuelle des 3 dernières années avant crise



58 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022 (dont 25 % de plus de 5 %) et 38 % comptent les laisser inchangés. 4 % prévoient de baisser leur prix de vente.

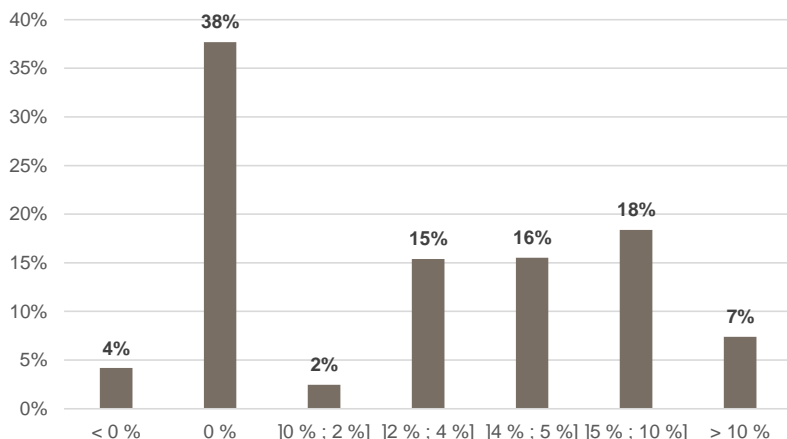
Parmi les dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2022, 88 % estiment que l'augmentation sera plus importante qu'avant crise (par rapport à l'augmentation moyenne observée au cours des 3 années ayant précédé la crise).

Au total, en prenant en compte également les dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente cette année, **les prix de vente des PME / TPE augmenteraient de +3,8 % en moyenne en 2022***.

Les dirigeants qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement sont plus nombreux en proportion à anticiper d'augmenter leurs prix de vente en 2022 (67 % d'entre eux contre 34 % des dirigeants ne faisant pas face à des tensions sur leurs approvisionnements). Plus particulièrement, 75 % des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement limitant fortement leur activité comptent augmenter leurs prix de vente cette année.

👉 Ce résultat est cohérent avec la dernière enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab*, selon laquelle 66 % des TPE / PME rencontrant des difficultés d'approvisionnement comptaient répercuter la hausse des coûts sur leurs prix de vente.

Évolution des prix de vente prévue en 2022

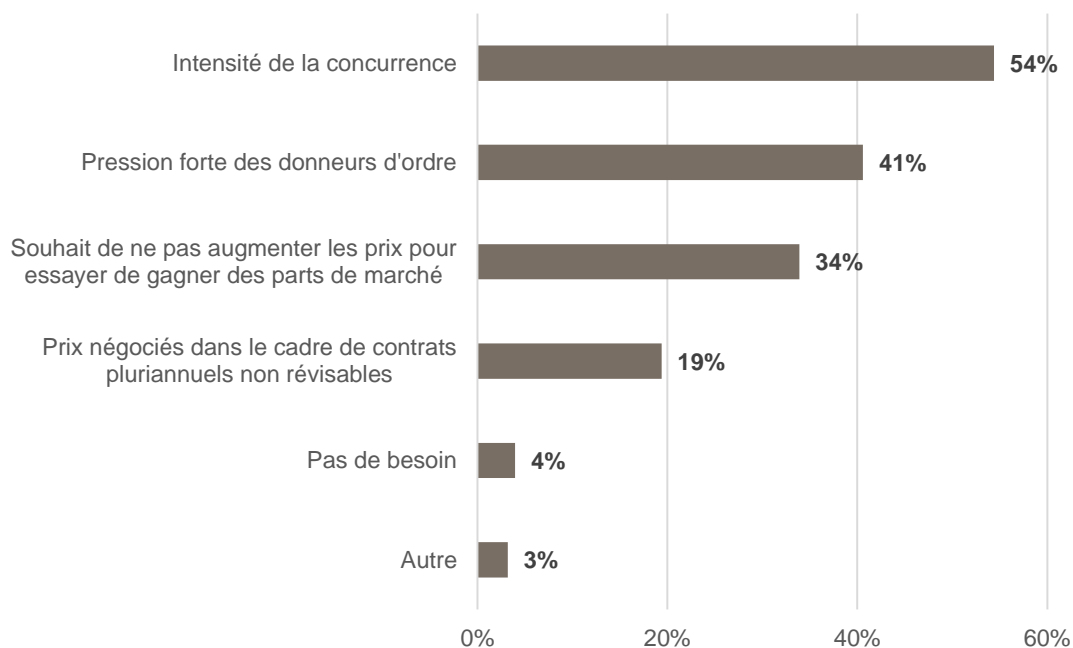


Évolutions de prix et de salaires prévues pour 2022 (4/5)



- Pour quelle(s) raison(s) principale(s), pensez-vous ne pas augmenter vos prix ?

Principales raisons de la non augmentation des prix de vente en 2022



Les dirigeants qui ne prévoient pas de hausse de leurs prix de vente cette année l'expliquent avant tout par l'intensité de la concurrence (évoquée par 54 % d'entre eux) puis par la forte pression exercée par leurs donneurs d'ordre (41 % d'entre eux). 34 % n'augmentent pas leurs prix afin d'essayer de gagner des parts de marché. 19 % ne peuvent pas augmenter leurs prix car ceux-ci sont négociés dans le cadre de contrats pluriannuels non révisables.

Plus spécifiquement, les dirigeants qui anticipent une baisse de leurs prix de vente (4 %) l'expliquent majoritairement par la forte pression de leurs donneurs d'ordre (60 % d'entre eux).

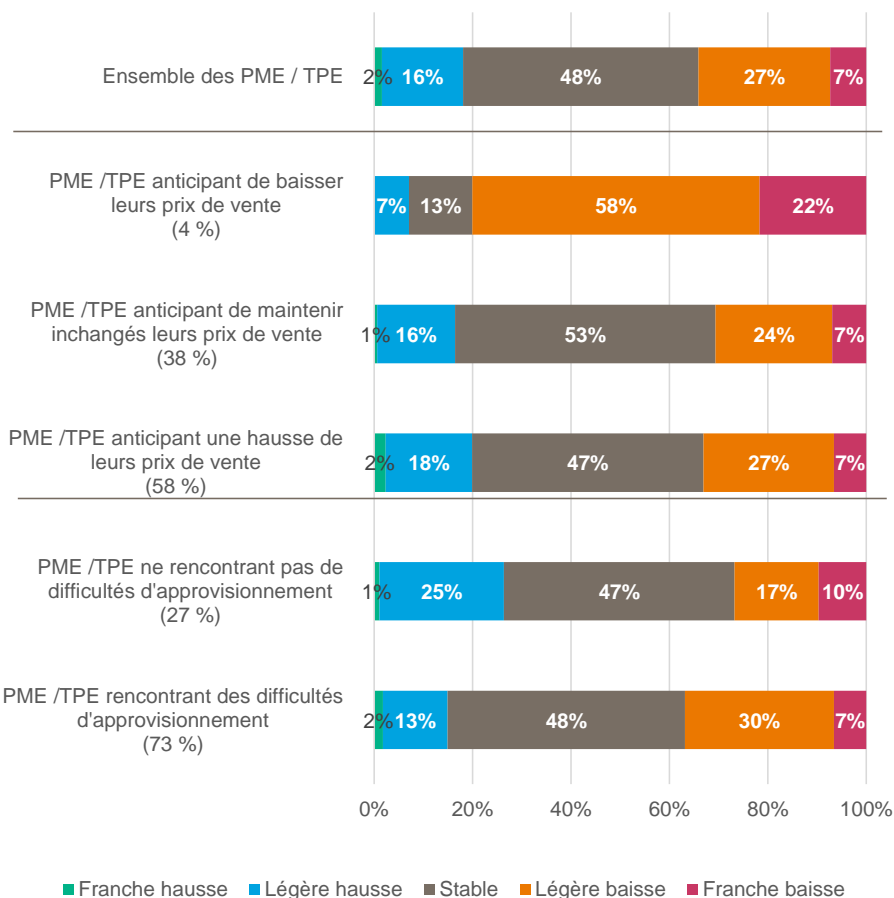
Base : PME ne prévoyant pas d'augmenter leurs prix de vente en 2022
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Évolutions de prix et de salaires prévues pour 2022 (5/5)



- Par rapport à 2021, quelle évolution de la marge nette de votre entreprise anticipez-vous en 2022 ?

Évolution anticipée de la marge nette en 2022



Base : Ensemble des PME

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les hausses de prix anticipées en 2022 surcompensent les hausses de salaires prévues (+3,8 % en moyenne contre +2,2 %). Près des trois-quarts des dirigeants anticipent une évolution de leurs prix de vente supérieure (46 %) ou égale (26 %) à l'évolution anticipée des salaires de leurs collaborateurs en 2022.

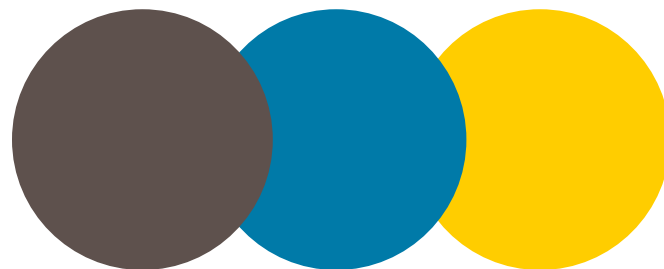
Néanmoins, 34 % des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année (27 % une légère baisse, 7 % une franche baisse), sous-entendant qu'ils font par ailleurs face à une hausse de leurs coûts hors salaires supérieure à la hausse anticipée des prix. 18 % des entreprises prévoient à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2022 et 48 % une stabilisation de celle-ci.

Les 4 % de dirigeants prévoyant une baisse de leurs prix de vente cette année sont quant à eux 80 % à anticiper une contraction de leur marge nette en 2022, dont 22 % de façon marquée.

Les PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement sont un peu plus nombreuses à anticiper une baisse de leur marge nette en 2022, qui resterait une baisse légère (37 % contre 27 % chez celles ne subissant pas de difficultés d'approvisionnement), alors même qu'elles sont plus nombreuses à prévoir d'augmenter leurs prix de vente cette année. Seules 15 % s'attendent à une amélioration de leur marge nette cette année (contre 26 % des dirigeants ne rencontrant pas de difficultés d'approvisionnement).

03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)

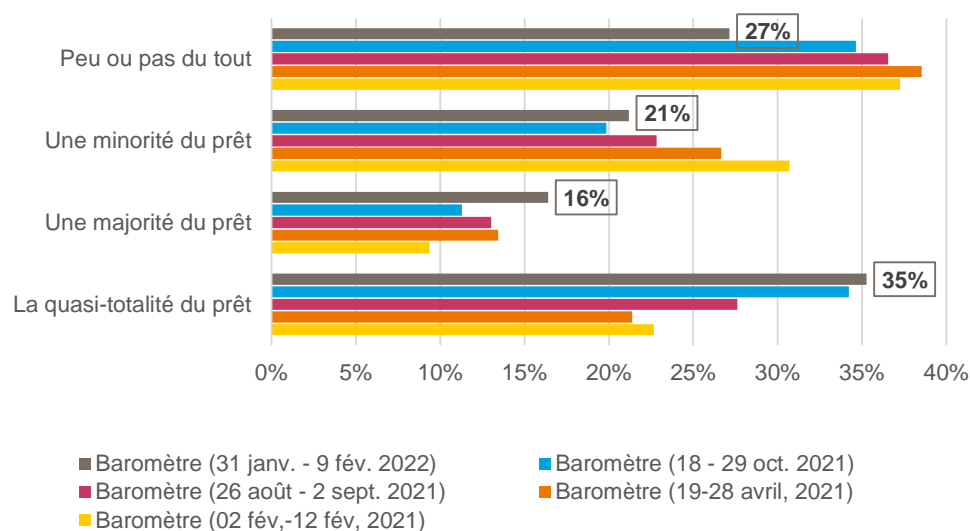


- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Les PME / TPE ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État (64 % des entreprises ayant répondu à l'enquête) **sont désormais plus de la moitié à avoir utilisé la majorité ou la quasi-totalité du montant accordé** (52 % contre 45 % en octobre dernier).

21 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et **27 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE** (une proportion en baisse de 8 points sur le trimestre).

Montant du PGE utilisé



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE ; Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

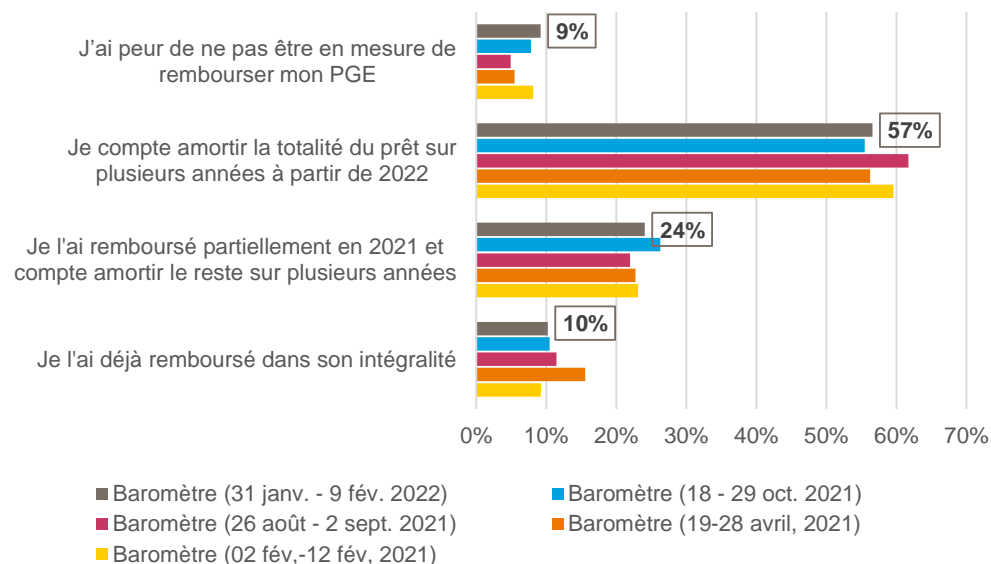
Seuls 10 % des dirigeants interrogés et ayant souscrit un PGE l'ont remboursé dans son intégralité.

24 % des dirigeants l'auraient partiellement remboursé en 2021 tandis que 57 % l'amortiraient dans son intégralité sur plusieurs années à partir de 2022. Ces proportions ont relativement peu évolué sur le trimestre.

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE progresse légèrement pour atteindre 9 % (après 8 % le trimestre précédent).

Les résultats de l'enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab*, basés sur un échantillon plus important, sont plus rassurantes, avec près de deux fois moins de dirigeants redoutant de ne pas pouvoir rembourser leur PGE (5 %).

Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE ; Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 203 dirigeants de PME/TPE du 31 janvier au 9 février 2022. L'analyse en première partie porte sur les 674 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 670 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les évolutions de prix et de salaires et le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

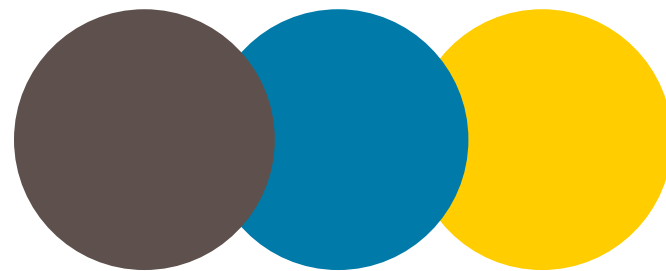
Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)